

LE RÔLE CENTRAL
DE L'ÉDUCATION DANS
LES OBJECTIFS DU
MILLÉNAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	4
II.	OBJECTIFS DE L'ÉDUCATION : PROGRÈS ET DÉFIS	6
	SUIVI DES PROGRÈS	6
	ÉQUITÉ DANS L'ÉDUCATION	9
III.	LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉDUCATION DANS LA RÉALISATION DES OMD	11
	OMD 1 : RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM	11
	OMD 4 : RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE	12
	OMD 5 : AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE	14
	OMD 6 : COMBATTRE LE VIH ET LE SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES	16
	OMD 7 : PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT	17
IV.	ACCÉLÉRER LA RÉALISATION DES OMD EN ÉLARGISSANT L'ACCÈS À L'ÉDUCATION	18
	RÉFÉRENCES	21






I. INTRODUCTION

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), élaborés en 2000 avec pour horizon 2015, ont donné corps à une évidence qui s'est imposée au cours des années 1990 : il faut placer la réduction de la pauvreté et la prestation de services sociaux de base au cœur des politiques de développement.

Sur les huit OMD, deux sont en lien direct avec les systèmes éducatifs :

- L'OMD 2 vise à atteindre l'éducation primaire universelle d'ici à 2015, ce qui signifie pour chaque enfant d'achever le cycle complet de l'enseignement primaire.
- L'OMD 3 vise la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et, en particulier, la suppression des disparités entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire dès 2005 et à tous les niveaux de l'enseignement d'ici à 2015.

Les autres OMD, qui portent sur des domaines du développement qui leur sont apparentés, dépendent dans une large mesure des progrès accomplis vers les OMD 2 et 3.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement	
 Objectif 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim	 Objectif 2 Assurer l'éducation primaire pour tous
 Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	 Objectif 4 Réduire la mortalité infantile
 Objectif 5 Améliorer la santé maternelle	 Objectif 6 Combattre le VIH et le SIDA, le paludisme et d'autres maladies
 Objectif 7 Préserver l'environnement	 Objectif 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

En l'espace de dix ans – sur les 15 fixés pour atteindre les OMD et les objectifs¹ de l'Éducation pour tous (EPT) –, deux évolutions importantes sont intervenues dans le domaine de l'éducation :

- premièrement, une partie des financements publics a commencé à être transférée de l'enseignement primaire vers le secondaire et le supérieur ;
- deuxièmement, l'importance relative accordée par les bailleurs de fonds à l'éducation par rapport aux autres OMD a diminué.

Entre 2000 et 2007, en Afrique subsaharienne, la part des dépenses publiques d'éducation consacrée à l'enseignement primaire est tombée de 49 % à 44 % (Rawle, 2009) et, pour la première fois en dix ans, le montant des décaissements pour l'aide à l'éducation a diminué tandis que l'aide à l'éducation de base a stagné en 2008 par rapport à l'année précédente. Le ralentissement de l'économie retentira sur le financement de l'éducation dans les pays les plus pauvres et fragilise d'ores et déjà les progrès importants accomplis au cours de la décennie écoulée. On estime que les fonds disponibles pour l'éducation en Afrique subsaharienne pourraient avoir chuté de 4,6 milliards de dollars par an, en moyenne, en 2009 et 2010 (UNESCO, 2010).

Dans le contexte mondial actuel, il est essentiel de remettre l'éducation de base au premier rang des priorités politiques, en soulignant qu'il existe des liens étroits entre l'enseignement primaire – et d'autres composantes de l'éducation de base – et les autres OMD. Les deux messages principaux sont les suivants :

- le progrès vers la réalisation des OMD va se ralentir si l'on n'accélère pas le rythme vers l'accès universel à l'enseignement primaire, tout en développant d'autres aspects de l'éducation de base ;
- en mettant davantage l'accent sur l'équité dans l'éducation, on peut créer un cercle vertueux capable de corriger les inégalités dans les autres OMD.



© Gideon Mendel for International HIV/AIDS Alliance 2004

1 Lors du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar en 2000, les gouvernements de 164 pays, ainsi que des organisations internationales, des bailleurs de fonds et des ONG internationales ont adopté, sous la bannière de l'Éducation pour tous (EPT), une série de six objectifs portant sur l'accès universel à un enseignement primaire de qualité, le développement et l'amélioration des programmes d'éducation et de protection de la petite enfance (EPPE), l'expansion rapide de l'alphabétisation des adultes et de l'acquisition de compétences liées à la vie courante, l'égalité des sexes à tous les niveaux de l'éducation et l'importance accrue de la qualité à tous les niveaux. Ces objectifs pris dans leur ensemble ont été considérés comme un enjeu prioritaire pour l'éducation de base. C'est cette définition de l'éducation de base qui est utilisée dans le présent document.

II. OBJECTIFS DE L'ÉDUCATION : PROGRÈS ET DÉFIS

Le principal argument en faveur de la promotion de l'éducation est toujours le même, à savoir qu'une éducation de base de qualité est un droit humain fondamental et devrait à ce titre être une priorité pour les gouvernements et les bailleurs de fonds. L'éducation de base est indispensable pour comprendre le monde qui nous entoure et les possibilités qu'il offre, et pour être en mesure d'y agir efficacement. Sans les connaissances et diverses compétences acquises grâce à l'école et à d'autres programmes d'éducation de base, les possibilités offertes aux individus et leur aptitude à agir de façon autonome se trouvent considérablement réduites. Par ailleurs, si l'on accélère le mouvement vers la réalisation des OMD liés à l'éducation, cela se répercutera immédiatement sur la plupart des autres OMD, et notamment sur ceux relatifs à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la santé en général.



© UNESCO/GMR Akash, 2010

SUIVI DES PROGRÈS

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010 décrit en détail les progrès accomplis à ce jour dans l'éducation primaire pour tous et la parité entre les sexes, ainsi que dans d'autres objectifs de l'éducation de base.

OMD 2 : L'éducation primaire pour tous d'ici à 2015

- *Augmentation des effectifs* : à l'échelle mondiale, les progrès dans la voie de l'éducation primaire pour tous sont encourageants et le pourcentage d'enfants non scolarisés a baissé de 28 % en 2007 par rapport à 2000. Certains pays parmi les plus pauvres du monde ont accru leurs taux de scolarisation de manière spectaculaire, ont réduit l'écart entre les sexes et offert plus de chances aux groupes défavorisés. En Afrique subsaharienne, les effectifs ont augmenté cinq fois plus vite depuis 1999 qu'au cours des années 1990 et la disparité entre les sexes a diminué. En 2007, le taux net de scolarisation dans le primaire atteignait 86 % en Asie du Sud et de l'Ouest et 73 % en Afrique subsaharienne, les pourcentages étant légèrement inférieurs pour les filles, avec 84 % et 71 % respectivement. Les progrès n'ont toutefois pas été universels.
- *Ralentissement de la progression* : selon les dernières estimations de l'UNESCO, il existe encore 69 millions d'enfants non scolarisés dans le monde malgré l'augmentation rapide des effectifs inscrits (UNESCO, septembre 2010). Si la tendance actuelle se confirme, 56 millions d'enfants seront encore non scolarisés en 2015 et le rythme des progrès pourrait se ralentir. Ces

derniers ont été inégaux selon les régions. Le nombre d'enfants non scolarisés a baissé plus rapidement en Asie du Sud – grâce aux progrès de l'Inde –, qu'en Afrique subsaharienne. Bien que les taux de scolarisation soient en hausse et que des millions d'enfants entrent à l'école primaire, beaucoup abandonnent avant d'achever un cycle complet du primaire. En Afrique subsaharienne, quelque 28 millions d'élèves abandonnent l'école chaque année, et 13 % des enfants qui entrent à l'école en Asie du Sud et de l'Ouest abandonnent dès la première année.

- *Groupes et lieux à haut risque* : dans les pays touchés par un conflit et en situation de fragilité, les taux de scolarisation stagnent ; ces pays représentent plus de la moitié des enfants non scolarisés, soit 39 millions (Save the Children, 2010a). Par ailleurs, même dans les pays qui ont de bons résultats, certains groupes d'enfants demeurent exposés, à savoir notamment les populations autochtones, les minorités ethniques et linguistiques, les habitants des bidonvilles ou de zones très peu peuplées, les migrants, les populations nomades, les enfants ayant des besoins d'apprentissage spécifiques, les enfants handicapés, et les pauvres en général. Dans chacune de ces catégories, la participation des filles tend à être inférieure à celle des garçons.

OMD 3 : L'égalité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005 et à tous les niveaux en 2015

- *Amélioration de la parité dans l'enseignement primaire* : selon les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, l'égalité entre les sexes dans l'accès à l'enseignement primaire s'est améliorée. Dans tous les pays en développement, l'indice de parité pour le taux net de scolarisation dans le primaire (comparaison des taux de scolarisation des filles et des garçons) est passé de 0,92 en 1999 à 0,97 en 2007. C'est l'Asie du Sud et de l'Ouest qui a connu l'amélioration la plus significative (de 0,84 à 0,96), les deux régions les plus éloignées de l'objectif étant actuellement les États arabes (0,92) et l'Afrique subsaharienne (0,93). Il existe naturellement des variations au sein d'une même région. En Afrique subsaharienne, la parité entre les sexes est atteinte, ou presque, dans 21 des 34 pays pour lesquels on dispose de statistiques. En Asie du Sud et de l'Ouest, elle l'est dans cinq des six pays pour lesquels des données sont disponibles.
- *Les disparités sont plus importantes dans l'enseignement secondaire* : même si la parité entre les sexes s'est améliorée dans l'enseignement secondaire, elle reste en retrait de celle enregistrée dans l'enseignement primaire. Dans tous les pays en développement, l'indice de parité entre les sexes pour le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire est passé de 0,89 à 0,94. Cependant, même si l'indice a augmenté en Asie du Sud et de l'Ouest, il n'était que de 0,85 en 2007. En Afrique subsaharienne, les disparités ont en fait augmenté et l'indice a chuté de 0,82 à 0,79. Dans cette région, seuls huit pays sur les 35 pour lesquels on dispose de statistiques avaient atteint, ou presque, la parité entre les sexes en 2007 et dans sept d'entre eux, les effectifs féminins représentaient moins de 40 % du total.
- *Les disparités dans l'enseignement supérieur varient considérablement d'une région à l'autre* : la disparité entre les sexes joue en faveur des femmes en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, est peu marquée dans les États arabes et en Asie de l'Est, et joue largement en faveur des hommes en Asie du Sud et de l'Ouest ainsi qu'en Afrique subsaharienne. Globalement, le nombre de femmes inscrites dans l'enseignement supérieur est passé de 44 % en 1999 à 48 % en 2007.

Autres objectifs de l'éducation de base

Malgré les liens étroits entre les objectifs de l'EPT et les OMD, et en dehors de l'enseignement primaire et de l'égalité entre les sexes, on accorde peu d'attention à l'agenda de l'EPT dans son ensemble.

- *Éducation et protection de la petite enfance (EPPE)* : la participation, inégale, est particulièrement faible en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique subsaharienne. Les enfants des foyers les plus pauvres, qui ont le plus à gagner des programmes d'EPPE, sont ceux qui ont également le moins de chances d'y avoir accès – en Égypte, les enfants des foyers les plus riches ont 28 fois plus de chances de fréquenter l'école maternelle que ceux des foyers les plus pauvres.



© UNESCO/Niamh Burke

- *Éducation des jeunes et des adultes* : la participation est très variable d'un pays en développement à l'autre, mais d'une manière générale la priorité accordée à ces programmes est faible. En Afrique subsaharienne, les programmes de formation professionnelle ignorent le plus souvent le secteur informel où travaillent pourtant la plupart des personnes marginalisées, et en Inde, ces programmes n'atteignent qu'environ 3 % de la jeunesse rurale.
- *Analphabétisme des adultes* : les dernières estimations de l'UNESCO indiquent que 796 millions d'adultes sont analphabètes (UNESCO, septembre 2010). À l'exception de la Chine, les progrès vers l'objectif de réduction de moitié du taux d'analphabétisme ont été lents. Si la tendance actuelle se confirme, le monde aura parcouru en 2015 à peine la moitié du chemin vers cet objectif. Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010 fait état de récentes évolutions encourageantes dans des pays comme le Brésil, l'Inde et le Burkina Faso.
- *Qualité de l'éducation* : il existe peu d'éléments attestant d'une amélioration de la qualité de l'enseignement depuis les dix dernières années et des millions d'enfants quittent l'école tous les ans sans avoir acquis les compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul. Les résultats des tests d'évaluation montrent qu'en valeur absolue, le niveau des acquis d'apprentissage est extrêmement bas dans de nombreux pays. Il existe en outre des disparités au sein même des pays. La pénurie d'enseignants fait obstacle à l'universalisation d'un enseignement primaire de qualité – il faudrait 10,3 millions d'enseignants supplémentaires à l'échelle de la planète pour atteindre l'éducation primaire universelle (EPU) d'ici à 2015. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne notamment, le rapport élèves/enseignant formé est supérieur à 80 et les inégalités régionales sont généralement très prononcées.

ÉQUITÉ DANS L'ÉDUCATION

Dans tous les pays, riches et pauvres, il existe des groupes marginalisés qui ont des revenus nettement inférieurs à ceux du reste de la population, une espérance de vie moins longue, des problèmes de santé plus fréquents, y compris un taux plus élevé de mortalité maternelle, et qui sont plus mal nourris. Ce sont précisément les groupes qui auraient tout à gagner des efforts entrepris pour améliorer leur niveau d'alphabétisation et leur faire acquérir d'autres compétences, et dont les enfants tireraient le plus grand bénéfice à être scolarisés. Et pourtant, ce sont souvent ceux qui sont le plus pénalisés au niveau de l'accès aux programmes d'éducation de base, même dans les pays où cet accès a, dans l'ensemble, progressé. Les individus et les groupes marginalisés non seulement suivent moins d'années d'enseignement, mais l'éducation qu'ils reçoivent est de moindre qualité car leurs enseignants sont moins qualifiés ou inexpérimentés, et les écoles qu'ils fréquentent ont des infrastructures médiocres et moins de matériel éducatif.

Les causes profondes de la marginalisation sont diverses et interdépendantes. La pauvreté des familles est le facteur le plus marquant et le plus persistant, et les effets directs de la pauvreté se trouvent souvent renforcés par des identités de groupe fondées sur le sexe, l'appartenance ethnique, la race, la langue et la culture. Il peut arriver, par exemple, que les enseignants et les personnels de santé ignorent certains enfants ou certains patients potentiels, malgré la présence d'écoles et de centres de soins ; que les installations d'eau potable des villages soient situées dans des zones où certains groupes n'ont pas le droit de pénétrer ; que les écoles fonctionnent, mais que des aspects des programmes blessent la sensibilité de certains groupes de population ; ou que des services soient offerts dans des langues qui ne sont pas comprises. De même, les personnes qui vivent dans des bidonvilles, des zones rurales reculées ou des zones touchées par des conflits sont généralement parmi les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, et sont mal desservies en termes d'éducation. Le handicap reste à cet égard un facteur de marginalisation éducative parmi les moins visibles, mais les plus puissants. Bien que ces différents groupes soient souvent confrontés à des difficultés spécifiques, ils ont en commun la discrimination et la stigmatisation qui limitent leurs possibilités dans le domaine de l'éducation. Aucun de ces désavantages n'agit isolément : « L'interaction entre la pauvreté, le sexe, l'origine ethnique et autres caractéristiques crée des couches de désavantages se chevauchant et s'autoalimentant qui limitent les possibilités et entravent la mobilité sociale » (UNESCO, 2010). L'opinion largement répandue qui veut que les progrès d'un pays en matière d'éducation bénéficient automatiquement aux plus défavorisés s'est révélée fautive. Dans de nombreux pays, des pans importants de la société sont laissés pour compte. L'encadré 1 présente une série d'exemples tirés du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010.

Encadré 1. Exemples de marginalisation dans l'éducation

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010, *Atteindre les marginalisés*, attire l'attention sur la marginalisation et la discrimination dans l'éducation. Parmi les nombreux exemples fournis, principalement pour la tranche d'âge des 17 à 21 ans, on note que :

- En Inde, 20 % de la population la plus riche totalise en moyenne onze ans de scolarité contre trois ans pour les jeunes filles rurales qui représentent les 20 % les plus pauvres.
- En Égypte, les garçons et les filles les plus riches comptent en moyenne dix ans de scolarisation contre quatre ans pour les filles rurales pauvres en Haute-Égypte.
- En Ouganda, 85 % des jeunes éleveurs vont à l'école en moyenne pendant deux ans, la moyenne nationale étant de six ans.
- Au Guatemala, le nombre d'années d'école est compris entre 6,7 pour les hispanophones et 1,8 pour les personnes de langue maternelle Q'eqchi. Le taux net de scolarisation est de 60 % pour les filles d'origine indienne issues de foyers pauvres, alors que la moyenne nationale est de 82 %.
- Au Nicaragua, la part de la population ayant fréquenté l'école moins de quatre ans varie de 7 % à Managua à près de 60 % à Jinotega.
- Au Cambodge, le risque pour les filles de familles rurales vivant dans les provinces des collines de ne pas être scolarisées est multiplié par cinq. Les trois quarts de ces filles ont une scolarité qui dure moins de deux ans contre 12 % en moyenne au niveau national.
- Au Mexique, la durée moyenne de scolarisation varie de 5,7 ans pour les filles de la région pauvre du Chiapas à plus de 10 dans le district fédéral.
- Au Pérou, le nombre d'années de scolarisation des jeunes autochtones est en moyenne de deux ans inférieur à la moyenne nationale et de quatre ans inférieur pour les jeunes filles autochtones pauvres.

Source : UNESCO, 2010.

Le développement de l'éducation de base entraîne des améliorations dans les autres OMD pour l'ensemble de la population, et en particulier pour les groupes socialement et économiquement marginalisés qui ont le plus à gagner de l'éducation de base.

III. LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉDUCATION DANS LA RÉALISATION DES OMD

En fournissant connaissances et compétences, en encourageant les comportements nouveaux et en favorisant l'autonomie individuelle et collective, l'éducation est au cœur du développement social et économique. Les liens entre le niveau d'éducation et des caractéristiques telles que le revenu, l'état de santé et la longévité sont bien documentés, tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Depuis quelque temps, on accorde un intérêt croissant au rôle essentiel que joue l'éducation en aidant les sociétés et les individus à surmonter les contraintes qui limitent leurs efforts pour améliorer le niveau et la qualité de vie. Il est essentiel de comprendre que l'éducation est le fondement de tous les OMD pour prendre pleinement la mesure de son importance pour le développement humain.

OMD 1 : RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

L'éducation est un moteur puissant pour la réduction de la pauvreté et le développement économique durable. Elle dote les individus des connaissances et compétences nécessaires pour accroître leur production et leurs revenus, pour créer des possibilités d'emploi et en bénéficier, et pour réduire la faim et la malnutrition. Le changement social et les perspectives de croissance économique à long terme dépendent dans une large mesure du développement d'une offre éducative de qualité pour tous. Une plus grande égalité entre les groupes sociaux, en termes d'effectifs scolaires et de qualité de l'école, se traduira par une répartition plus équitable des revenus et une réduction des inégalités socioéconomiques en général (UNESCO, 2010).

Un grand nombre des données recueillies depuis 40 ans montre qu'achever le cycle de l'enseignement primaire a un effet positif d'un point de vue économique, en particulier chez ceux qui travaillent dans l'agriculture. Un exercice de modélisation du résultat des acquis, conduit dans 50 pays entre 1960 et 2000, a montré qu'une année de scolarité supplémentaire pouvait augmenter les revenus d'un individu de 10 % et la moyenne annuelle du produit intérieur brut (PIB) de 0,37 % (Hanushek et al., 2008). Il ressort d'une autre



© UNESCO/Sam Dhillon

étude internationale que chaque année d'éducation supplémentaire augmente le revenu de 10 % (Psacharopoulos et Patrinos, 2004). D'une manière générale, le bénéfice économique pour les individus et les sociétés de leur investissement dans l'enseignement primaire apparaît plus élevé dans les pays à bas revenu que dans les pays à haut revenu et plus élevé également que pour l'enseignement secondaire ou supérieur. En outre, selon les conclusions de la récente Commission sur la croissance et le développement

(2008), les bénéfices sont probablement plus importants pour la société que pour les individus du fait de la contribution qu'apporte à la société un plus grand nombre d'individus éduqués.

Une étude déjà ancienne mais faisant autorité a analysé les effets de l'enseignement primaire sur la production agricole dans 13 pays, et a montré que quatre années de scolarité entraînaient une augmentation moyenne de la production de 8,7% par an (Lockheed, Jamison et Lau, 1980). Plus récemment, de Muro et Burchi (2007) ont étudié les relations entre l'enseignement primaire et l'insécurité alimentaire dans 48 pays. Il ressort de leurs conclusions qu'en doublant le taux de scolarisation des populations rurales dans l'enseignement primaire, on pourrait réduire le niveau de l'insécurité alimentaire de 20 à 24 %. Des travaux récents sur l'influence de la qualité de l'éducation sur les revenus semblent indiquer que celle-ci est plus importante qu'on ne le pensait jusqu'ici (Hanushek et Wossman, 2007).

L'incidence de la pauvreté dans les familles est en relation étroite avec le niveau de scolarité. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) signale qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les personnes vivant dans une famille dont le chef n'a pas reçu d'éducation formelle représentent plus de 50 % des pauvres, et qu'en République de Serbie, le niveau de pauvreté dans ces familles est trois fois plus élevé que la moyenne nationale (PNUD, 2010a).

D'autres éléments de l'éducation de base ont également un impact sur la réduction de la pauvreté et la faim. La surveillance de l'alimentation et du poids corporel qui fait partie de nombreux programmes pour la petite enfance peut atténuer immédiatement la malnutrition. De même, des recherches menées à partir de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes ont révélé que les programmes d'alphabétisation des adultes permettaient d'augmenter le potentiel de gain des individus au même titre que les années d'études supplémentaires. Comme le prouve la Chine depuis 20 ans, il est possible de lutter résolument contre l'analphabétisme et ce combat peut inciter les gouvernements à orienter les citoyens vers des secteurs économiques à forte productivité.

OMD 4 : RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE

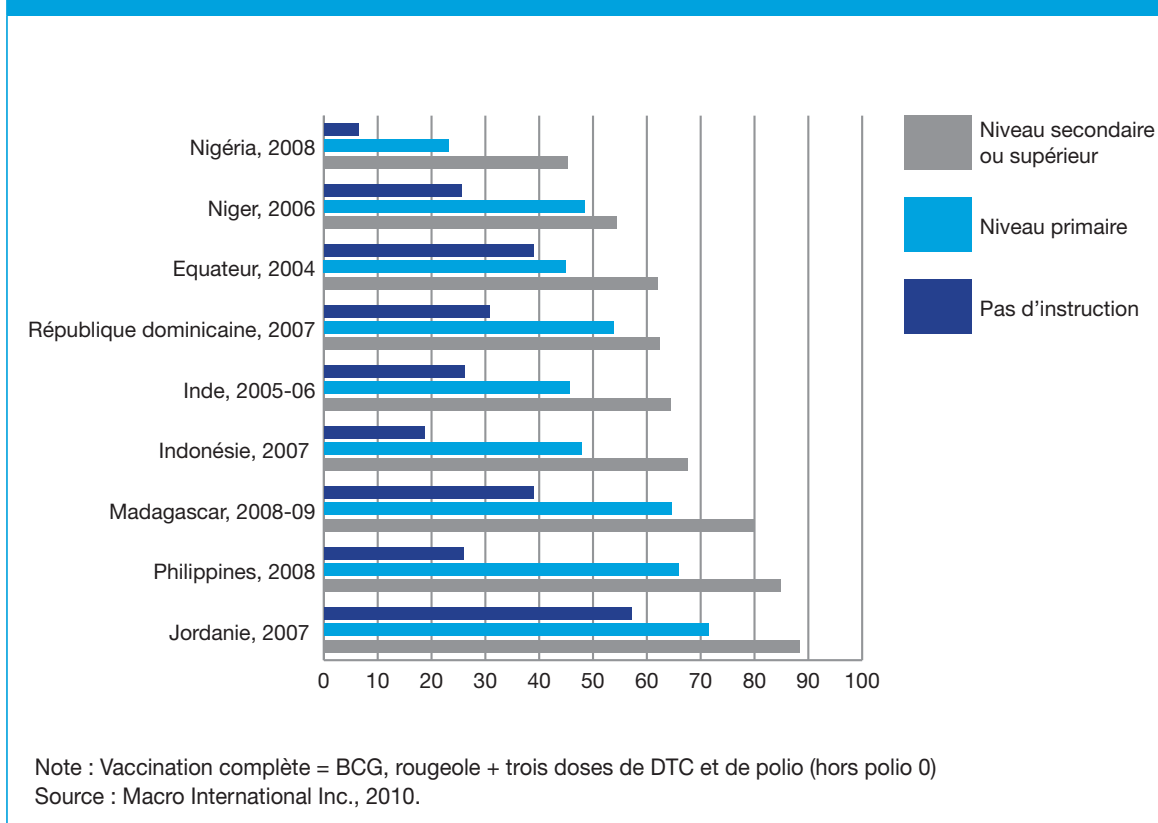
L'éducation des enfants et des jeunes d'aujourd'hui déterminera vraisemblablement le comportement et les habitudes des parents de demain. Les enfants dont les parents ont reçu au moins une instruction élémentaire ont davantage de chances de survivre au-delà de l'âge de cinq ans, parce que des parents instruits, et en particulier les mères, ont appris à mieux utiliser les services de santé existants et à fournir des soins de meilleure qualité à leurs enfants (Save the Children, 2010b). Si l'effet de l'éducation des mères sur la santé de l'enfant varie selon les pays, en moyenne, chaque année supplémentaire de scolarité pour la mère réduit la probabilité de mortalité infantile de 5 % à 10 % (Schultz, 1993). Le taux de mortalité infantile diminue de près de moitié aux Philippines et d'environ un tiers en Bolivie lorsque la mère a fréquenté l'école primaire (UNESCO, 2009). En Syrie, en 2008, 77 % des mères dont l'enfant était décédé avant l'âge de 5 ans n'avaient pas achevé l'enseignement primaire (PNUD, 2010a). L'éducation maternelle la plus efficace pour la santé des enfants porte sur l'allaitement et la nutrition, l'espacement des naissances et l'utilisation des interventions de santé préventive (Malhotra et Schuler, 2005). Le niveau d'éducation des mères conditionne étroitement l'état vaccinal et nutritionnel des enfants de moins de cinq ans (PNUD, 2010a). La figure 1 montre les relations entre l'éducation des mères et le taux de vaccination en Équateur, Inde, Indonésie, Jordanie, Madagascar, Niger, Nigéria,

Philippines et République dominicaine. Au Bangladesh, le risque de retard de croissance diminue de 22 % chez l'enfant dont la mère a achevé l'école primaire (UNESCO, 2009).

Bien que l'éducation primaire de la mère ait un effet positif sur la survie des enfants, dans la plupart des pays l'effet est encore plus significatif quand la mère a suivi un enseignement secondaire (UNESCO, 2009). En Éthiopie, le taux de survie de l'enfant est deux fois plus élevé lorsque la mère a fait des études secondaires que lorsqu'elle a seulement suivi un enseignement primaire – avec une réduction du nombre de décès de 111,1 à 54,3 pour 1 000 naissances vivantes. Les enquêtes démographiques et de santé montrent qu'en Indonésie, le taux de vaccination des enfants est de 18,7 % chez ceux dont la mère n'a aucune instruction, et de 67,6 % chez ceux dont la mère est allée jusqu'au bout au moins de l'enseignement secondaire. Au Mozambique, en 2003, presque tous les enfants (97,7 %) dont la mère avait suivi des études secondaires et supérieures étaient vaccinés – soit plus du double que ceux dont la mère était sans instruction (48,6 %). En Afrique subsaharienne, on estime que la vie d'environ 1,8 million d'enfants aurait pu être sauvée en 2008 si toutes les mères avaient suivi au moins un enseignement secondaire (Watkins, 2010).

Des programmes de santé scolaire bien conçus et intégrant santé, nutrition, éducation et services sanitaires à l'école, se sont révélés efficaces pour améliorer la santé. Ces programmes, qui prévoient notamment des traitements contre le paludisme, des traitements vermifuges, des repas scolaires et la fourniture d'eau salubre, peuvent avoir une influence directe sur la santé et la survie des enfants. Les programmes d'EPPE qui comprennent tout un ensemble de mesures de soutien aux familles, notamment des services de santé maternelle et infantile, des apports de compléments en micronutriments, des initiatives pour promouvoir la sécurité alimentaire des familles, le congé parental et des allocations pour la garde des enfants, peuvent également avoir un effet bénéfique sur le développement et le bien-être des jeunes enfants (UNESCO, 2010).

Figure 1 : Vaccination de l'enfant selon le niveau d'instruction de la mère dans le pays, pour l'année la plus récente disponible (% d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés au moment de l'enquête)



OMD 5 : AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE

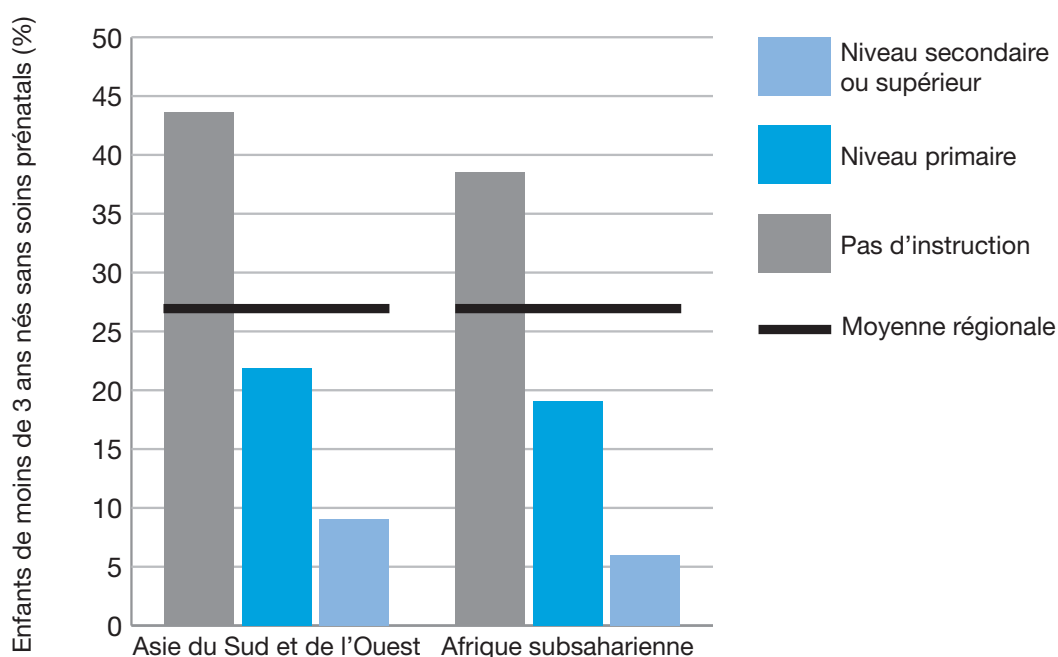
On estime qu'un demi-million de femmes perdent la vie tous les ans pour des causes liées à la grossesse et à l'accouchement – en outre, pour chaque décès, on dénombre 30 autres femmes qui gardent des séquelles physiques graves à long terme (UNESCO, 2010). Les progrès vers l'objectif visant à réduire des deux tiers le taux de mortalité maternelle sont infimes. La plupart de ces décès et séquelles sont dus à un manque de soins prénatals pendant la grossesse, et les femmes qui souffrent de malnutrition et de carences en micronutriments sont exposées à des risques particulièrement élevés.

Les liens entre santé maternelle et éducation sont forts. L'éducation retarde l'âge du premier accouchement, en particulier chez les jeunes femmes susceptibles d'avoir des problèmes pendant la grossesse. Les adolescentes risquent cinq fois plus de mourir de complications pendant la grossesse que les femmes âgées de 20 à 30 ans, et leurs nourrissons risquent également davantage de perdre la vie (Organisation des Nations Unies, 2001).

Les femmes les plus pauvres et les moins instruites, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales, ont des chances bien moindres d'accoucher en présence d'un professionnel de santé qualifié que les femmes plus instruites qui vivent dans des foyers plus aisés (Save the Children, 2010b). En Asie du Sud et de l'Ouest, 44 % des femmes sans instruction accouchent sans avoir reçu de soins prénatals, contre 22 % des femmes ayant reçu un enseignement primaire et 9 % de celles ayant suivi au moins

l'enseignement secondaire (UNESCO, 2010). Les pourcentages sont similaires dans toute l'Afrique subsaharienne (voir figure 2). Au Burkina Faso, une femme ayant reçu un enseignement primaire a deux fois plus de chances d'être accompagnée par un professionnel qualifié lors de son accouchement qu'une femme sans instruction. La santé maternelle montrera des signes de progrès dès lors que l'éducation sera en mesure de transmettre des informations en matière de santé reproductive et de donner aux femmes les moyens de rechercher et d'exiger des services de santé.

Figure 2 : Enfants de moins de 3 ans nés sans soins prénatals, par niveau d'instruction de la mère, Asie du Sud et de l'Ouest et Afrique subsaharienne, vers 2005



Note : Les chiffres présentés sont des moyennes de population pondérées. L'échantillon de pays utilisé pour estimer la moyenne de l'Afrique subsaharienne représente plus de 80 % de la population totale de la région et celui employé pour la moyenne de l'Asie du Sud et de l'Ouest plus de 90 %.

Source : Macro International Inc. (2009).

OMD 6 : COMBATTRE LE VIH ET LE SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES

Le virus d'immunodéficience humaine (VIH) demeure le premier agent infectieux mortel au monde (UNESCO, 2010). En 2008, 33,4 millions d'individus vivaient avec le VIH, dont deux tiers de femmes, et deux millions sont morts du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA). En dépit de la diminution massive des taux d'infection, on compte chaque année environ 2,7 millions de nouveaux cas. L'éducation permet de prévenir de nouvelles infections par le VIH directement, en fournissant des informations sur les causes, et indirectement en contribuant à dépasser les difficultés socioéconomiques qui favorisent la propagation, comme la pauvreté, la mauvaise santé et les violences faites aux femmes. Elle



© Siya Yingola, Beat it! 2002

peut en outre encourager l'accès à un traitement efficace et aider à lutter contre la stigmatisation et la discrimination contre les personnes séropositives ou touchées par la maladie.

L'éducation à la santé aide à mieux comprendre le VIH et d'autres maladies graves, en donnant des informations sur les voies d'infection, les méthodes de prévention, et les pratiques sexuelles les plus sûres. Alors qu'en 2008, 40 % des nouveaux cas d'infection sont survenus entre 15 et 24 ans, le Rapport 2010 du PNUD sur les OMD signale que la connaissance du VIH chez les jeunes est encore très insuffisante dans de nombreux pays. Les études réalisées dans plusieurs pays africains indiquent que seul un tiers des jeunes gens et moins d'un cinquième des jeunes filles avaient une connaissance complète et correcte du VIH (PNUD, 2010b). Les personnes instruites sont beaucoup mieux informées sur le VIH et le SIDA. Une étude portant sur 32 pays a montré que les femmes ayant poursuivi des études au-delà du primaire avaient cinq fois plus de chances de savoir ce que sont le VIH et le SIDA que les femmes analphabètes (Vandermootte et Delmonica, 2000).

Les inégalités dans le domaine de l'éducation s'ajoutent souvent à d'autres types de désavantage pour aggraver la prévalence du VIH dans les groupes vulnérables. Ainsi, la connaissance du VIH et des pratiques connexes, comme l'utilisation du préservatif, varient énormément selon le revenu du ménage, le sexe et le lieu de résidence (PNUD, 2010b). En associant les communautés et les parents, les établissements d'enseignement peuvent atteindre les groupes vulnérables et à risque, et leur fournir un cadre d'apprentissage propice et protecteur (Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA (ONUSIDA), Équipe de travail interinstitutions (ETII) sur l'éducation, 2009).

L'ignorance, la stigmatisation et la discrimination nuisent au dépistage du VIH et à l'accès à un traitement adéquat. Si la prévention peut empêcher l'infection par le VIH, l'éducation peut informer les groupes infectés sur les différentes options thérapeutiques. Les personnes souffrant de la maladie ont besoin de comprendre leur statut VIH, les avantages et les effets secondaires des traitements et comment obtenir un accès abordable à des soins de qualité (ETII de l'ONUSIDA, 2006). Les élèves des écoles qui ont

discuté de la nature du VIH et du SIDA acceptent systématiquement mieux les personnes vivant avec la maladie (ETII de l'ONUSIDA, 2009).

OMD 7 : PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

L'éducation peut doter les individus des connaissances, compétences, valeurs et comportements nécessaires à la préservation durable de l'environnement. Certains programmes peuvent favoriser une meilleure compréhension de l'environnement local, changer les modes de production et de consommation, et aider à anticiper les menaces écologiques à venir. Le changement climatique provoque des catastrophes naturelles de plus en plus graves et imprévisibles. Selon la Base de données internationale sur les catastrophes, le nombre de catastrophes naturelles a plus que quadruplé depuis les années 1970. La menace de catastrophes naturelles dues au changement climatique rend plus vulnérables les ménages pauvres et les enfants. Les risques sont particulièrement élevés dans les pays à faible revenu (Save the Children, 2008), qui sont généralement moins bien préparés aux conditions météorologiques extrêmes, plus exposés aux conséquences néfastes des risques environnementaux, et plus tributaires de la biodiversité. L'éducation peut favoriser un changement d'attitude et de valeurs chez les individus et l'émergence des modèles de transformation sociale nécessaires pour résoudre ces problèmes.

Conscients des liens entre éducation et préservation de l'environnement, certains gouvernements ont intégré des modules sur le changement climatique dans leurs programmes d'enseignement obligatoire, et de nombreux projets et activités en milieu scolaire, comme le recyclage de l'eau et de l'énergie et la surveillance des plages, ont été conçus et mis en œuvre avec la participation des élèves, des enseignants et d'autres intervenants (UNESCO réSEAU, 2009). De plus, certaines écoles ont introduit dans leurs programmes des stratégies de réduction des risques de catastrophes et ont fait participer les enfants à l'élaboration de plans de préparation et d'évacuation. En montrant aux enfants les mesures de base indispensables à prendre en cas de catastrophe environnementale, on prépare les communautés à mieux réagir lorsque celles-ci surviennent. Plusieurs gouvernements tentent également d'utiliser les programmes d'alphabétisation des adultes et autres activités non formelles d'apprentissage dans le cadre de leurs plans d'adaptation aux conséquences du changement climatique. Ainsi, une étude conduite par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) qui porte sur les politiques d'adaptation au changement climatique de dix pays africains montre le rôle de l'éducation dans la promotion de cultures arboricoles à maturation rapide et résistantes à la sécheresse, et dans l'exploitation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables (IFPRI, 2010).

IV. ACCÉLÉRER LA RÉALISATION DES OMD EN ÉLARGISSANT L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Deux stratégies sont nécessaires pour accélérer la réalisation des autres OMD en développant encore l'accès au système éducatif.

1. Premièrement, il faut élargir l'accès à une éducation de qualité : davantage d'enfants doivent être inscrits à l'école et un plus grand nombre d'adultes à des programmes formels ou non formels, et il faut améliorer la qualité de l'éducation. Cela exige une augmentation de la dépense intérieure et extérieure d'éducation, une meilleure utilisation des fonds, un plus grand nombre d'enseignants mieux formés, des matériels éducatifs plus nombreux et de meilleure qualité, plus de responsabilisation et de transparence dans la prestation des services éducatifs, le renforcement à grande échelle des structures administratives et, globalement, une plus grande volonté politique, avec pour corollaire une plus grande attention accordée au soutien du secteur de l'éducation, au plus haut niveau de la prise des décisions.
2. Deuxièmement, dans ce vaste mouvement d'expansion, les gouvernements doivent mettre en œuvre des initiatives qui (a) assurent la prise en charge spécifique des groupes actuellement mal desservis et (b) augmentent l'impact positif de l'éducation sur les autres OMD.

Recommandations

1. **Les services de base – y compris l'enseignement primaire et les autres composantes de l'éducation de base – doivent être assurés dans un cadre national intersectoriel ciblé, cohérent et complet.**

On peut optimiser les bénéfices de l'éducation en y intégrant des services sociaux de base – comme la santé et la nutrition – et d'autres mesures de réduction de la pauvreté. Les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté et autres programmes connexes

lancés dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne à la fin des années 1990 et qui existent à présent dans plus de 60 pays pauvres de presque toutes les régions du monde, en apportent la preuve. Dans ces programmes, des services de base ont reçu à des degrés divers des fonds spécifiques et ont fait l'objet à cet égard d'un traitement prioritaire.

2. **La recherche de l'équité doit être au cœur des stratégies de réalisation de tous les OMD. La planification de la prestation de services de base comme l'enseignement primaire doit prendre en compte plus résolument que par le passé les caractéristiques**



© UNESCO/Abdelhak Senna

spécifiques des groupes particulièrement marginalisés, qui sont plus difficiles à atteindre et dont la capacité à bénéficier de l'offre disponible est limitée.

Fournir des services aux pauvres et aux marginalisés n'est souvent qu'un aspect du problème. L'autre aspect consiste à réduire les facteurs qui pourraient conduire ces groupes à ne pas utiliser les services fournis. L'interdépendance des OMD exige qu'on se penche de plus près sur les caractéristiques des groupes de population insuffisamment couverts par les services publics et sur la nature des contraintes qui empêchent d'offrir ces services à tous.

Les inégalités dans la fourniture d'un service de base entraînent des inégalités dans d'autres domaines – et c'est particulièrement vrai pour l'éducation de base. Les programmes de lutte contre la pauvreté doivent être ciblés et ventilés plus précisément. À mesure que les pays se rapprochent de la réalisation des OMD, il apparaît de plus en plus clairement que les individus non desservis ne présentent pas un ensemble de caractéristiques aléatoires, mais appartiennent à des groupes de population spécifiques. Il convient de prendre en compte les raisons de leur marginalisation et de prendre des initiatives spécialement adaptées à chaque groupe.

3. *Dans le cadre d'une démarche d'équité, il peut s'avérer nécessaire d'aller au-delà de l'enseignement primaire gratuit et d'augmenter le nombre de bénéficiaires des mesures de protection sociale et des transferts monétaires dont le versement est conditionné à l'inscription à l'école et à l'assiduité scolaire.*

Les transferts monétaires conditionnels ont été largement et efficacement utilisés en Amérique latine avec le double objectif de procurer un revenu en espèces aux populations les plus pauvres et d'encourager dans le même temps les familles à inscrire leurs enfants à l'école primaire et à faire en sorte qu'ils n'abandonnent pas. Ces initiatives se sont avérées efficaces et populaires (PNUD, 2010a). L'inscription à l'école primaire a été choisie comme condition pour les paiements en espèces, précisément parce qu'elle est considérée comme l'initiative la plus efficace pour modifier les comportements et pour faire acquérir des connaissances en multipliant les effets bénéfiques pour la communauté. Des programmes similaires ont été introduits dans plusieurs autres pays, notamment en Indonésie après la crise économique du début des années 1990 et au Bangladesh, en ciblant les filles et l'enseignement secondaire. Jusqu'à présent, l'Afrique subsaharienne (à l'exception du Malawi) a montré quelque réticence à adopter ces modèles, en partie du fait que les pauvres y représentent une part plus importante de la population que dans d'autres régions du monde, ce qui rend le dispositif coûteux, mais aussi parce que la transparence et la responsabilité financières suscitent des préoccupations. Cependant, la grande efficacité de ces modèles laisse à penser qu'il convient de leur accorder une plus grande considération.

4. *Enseigner et apprendre à l'école primaire devrait améliorer les compétences, les connaissances et les comportements en rapport avec les OMD.*

L'école primaire pourrait contribuer de bien des manières à améliorer l'impact de la scolarisation sur les OMD, en particulier dans les domaines de la santé publique et de la préservation de l'environnement. La lutte contre la mortalité infantile et l'autonomisation accrue des filles peuvent être renforcées avec des programmes sur la propreté et l'assainissement de base, et des mesures pour limiter au minimum les maladies contagieuses. Les comportements positifs peuvent être acquis et renforcés à l'école. Cela vaut également pour la préservation de

l'environnement – les programmes scolaires peuvent être utilisés notamment pour souligner la nécessité de conserver et de ne pas gaspiller l'eau et les arbres. Les repas scolaires, introduits dans de nombreux pays, peuvent améliorer directement l'état nutritionnel. Les écoles peuvent devenir un espace de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation à grande échelle dans la société. Cela peut se faire dans le cadre de l'enseignement des disciplines, par l'élaboration de matériels éducatifs favorisant l'égalité des sexes et en encourageant certains comportements pendant la classe et à l'extérieur. L'augmentation du nombre de femmes directrices d'école aura valeur de modèle.

5. Certains aspects de l'agenda de l'EPT autres que l'enseignement primaire ont un effet positif sur la réalisation des OMD.

La plupart des études consacrées aux effets bénéfiques de l'éducation de base sur les autres OMD mettent en avant l'enseignement primaire. Toutefois, les autres composantes de l'éducation de base, décrites dans les objectifs de l'EPT, peuvent également contribuer à la réalisation des OMD. On sait que les programmes d'EPPE ont un impact positif sur la fréquentation scolaire et les acquis de l'apprentissage, au moins pendant les premières années du primaire, tandis que la nutrition et la surveillance du poids, les programmes de vaccination et d'autres interventions ont également des répercussions notables sur la santé des enfants. Les programmes d'alphabétisation des adultes pour les femmes comme pour les hommes peuvent offrir des possibilités en termes d'amélioration de la productivité et d'introduction de programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement ; leur impact sur le comportement des femmes fait baisser le taux de mortalité infantile et améliore la santé maternelle. De même, différents types de programmes de développement des compétences professionnelles et liées à la vie courante, destinés aux jeunes et aux adultes, peuvent contribuer à accroître les revenus, réduire la pauvreté et avancer vers l'OMD 1.

6. Alors que l'enseignement primaire et les autres composantes de l'éducation de base restent une priorité, la contribution directe de l'enseignement secondaire (en particulier pour les jeunes femmes) à la réalisation des autres OMD doit être reconnue et planifiée.

Bien qu'il y ait un lien entre l'achèvement de l'éducation de base et de meilleurs indicateurs de santé, les progrès dans les autres OMD sont influencés davantage



© UNESCO/Katy Anis

encore par l'achèvement des études secondaires, surtout pour les femmes. L'OMD 3 invite à la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005. Les femmes ayant suivi une éducation secondaire recherchent des soins prénatals et de meilleurs traitements médicaux en général, prennent davantage de mesures pour améliorer la santé de leurs enfants, se marient plus tard et ont moins d'enfants (réduisant ainsi les risques de mortalité maternelle), ont plus de chances d'envoyer leurs enfants à l'école, et davantage de moyens économiques permettant de soulager la pauvreté et la faim.

RÉFÉRENCES

- Commission sur la croissance et le développement. 2008. *Rapport sur la croissance. Stratégies à l'appui d'une croissance durable et d'un développement solidaire*. Washington D.C. BIRD/Banque mondiale.
- De Muro, P. et Burchi, F. 2007. *Education for Rural People and Food Security, A Cross Country Analysis*. Rome. FAO.
- Hanushek, E. A., Jamison, D. T., Jamison, E. A. et Wößmann, L. 2008. *Education and economic growth: it's not just going to school but learning that matters*. Education Next, Vol. 8, N° 2, p. 62-70.
- Hanushek, E. et Wößmann, L. 2007. *The Role of Education Quality for Economic Growth*. Policy Research Working Paper Series 4122. Washington D.C. Banque mondiale.
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2010. *Strategies for Adapting to Climate Change in Rural Sub-Saharan Africa*. Discussion Paper 01013. Washington D.C.
- Lockheed, M., Jamison, D., et Lau, L. 1980. *Farmer education and farmer efficiency: a survey*. Dans King, T. (dir. publ.) Education and Income. Document de travail des services de la Banque mondiale. 402. Washington D.C., Banque mondiale.
- Malhotra, A. et Schuler, S. 2005. Women's empowerment as a variable in international development. Dans Narayan, D. (dir. publ.). Measuring Empowerment: Cross Disciplinary Perspectives. Washington D.C. Banque mondiale.
- Nations Unies. 2001. *Nous, les enfants. Examen de fin de décennie de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants : Rapport du Secrétaire général (A/S-27/3)*. New York.
- OCDE. 2007. *PISA 2006. Les compétences en sciences, un atout pour réussir, Volume 1. Analyse des résultats*. Paris.
- ONUSIDA. Équipe de travail interinstitutions (ETII) sur l'éducation. 2006. *Pour une éducation de qualité face au VIH et au SIDA*. Paris.
- ONUSIDA. Équipe de travail interinstitutions (ETII) sur l'éducation. 2009. *Une approche stratégique : le VIH et SIDA et l'éducation*. Paris.
- PNUD. 2010a. *Que faut-il pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? – Une évaluation internationale*. New York.
- PNUD. 2010. *Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2010*. New York.
- Psacharopoulos, G. et Patrinos, H. A. 2004. *Returns to investments in education: a further update*. Education Economics, Vol. 12, N° 2.
- Rawle, G. 2009. *Finance and Public Financial Management Working Paper. Mid-term Evaluation of the EFA Fast Track Initiative*. Oxford. Cambridge Education, Mokoro, Oxford Policy Management.
- Save the Children. 2008. *In the Face of Disaster. Children and climate change*. Londres.
- Save the Children. 2009. *Last in Line: Last in School*. Londres.
- Save the Children. 2010a. *The Future is Now: Education for Children in Countries Affected by Conflict*. Londres.
- Save the Children. 2010b. *State of the World's Mothers Report 2010*. Londres.
- Schultz, P. 2003. *Investment in Women's Human Capital*. Center for Economic Growth. New Haven. Université de Yale.
- UNESCO. 2009. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009 : Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance*. Paris.
- UNESCO. 2010. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010. Atteindre les marginalisés*. Paris.
- UNESCO. 2011. *Note d'information sur l'aide, juillet 2010 : Tendances récentes de l'aide à l'éducation*. Site Web du Rapport mondial de suivi sur l'EPT. www.efareport.wordpress.com. Paris.

UNESCO. Système des écoles associées (réSEAU). 2009. *L'éducation pour le développement durable. Second recueil de bonnes pratiques*. Paris.

UNICEF. 2004. *Les filles, le VIH/SIDA et l'éducation*. New York.

Vandermote, J. et Delmonica, E. 2000. Education « vaccine » against HIV/AIDS. *Current Issues in Comparative Education*. Vol. 3, N° 1.

Watkins., K. 2010. *When learning saves lives: education and child mortality*. World Education Blog. Site Web du Rapport mondial de suivi sur l'EPT. www.efareport.wordpress.com. Paris.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), élaborés en 2000 avec pour horizon 2015, ont donné corps à une évidence qui s'est imposée au cours des années 1990 : il faut placer la réduction de la pauvreté et la prestation de services sociaux de base au coeur des politiques de développement.

Les liens entre le niveau d'éducation et des caractéristiques telles que le revenu, l'état de santé et la longévité sont bien documentés, tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Depuis quelque temps, on accorde un intérêt croissant au rôle essentiel que joue l'éducation en aidant les sociétés et les individus à surmonter les contraintes qui limitent leurs efforts pour améliorer le niveau et la qualité de vie.

Cette publication démontre que l'éducation contribue à la réalisation de tous les OMD et permet de prendre pleinement la mesure de son importance pour le développement humain.

« De l'amélioration de la santé à l'augmentation de la richesse, l'éducation est le catalyseur d'un avenir meilleur pour des millions d'enfants, de jeunes et d'adultes. Aucun pays n'a jamais gravi l'échelle du développement socioéconomique sans investissements réguliers dans l'éducation. »

Irina Bokova,
Directrice générale de l'UNESCO

« Pour mettre fin au cycle de pauvreté pour les enfants, leurs familles et leurs communautés, il faut commencer par l'éducation. »

Anthony Lake,
Directeur général de l'UNICEF

« L'éducation joue un rôle central dans la réalisation de tous les OMD et doit être prioritaire dans toutes les régions, y compris celles affectées par les catastrophes naturelles et les conflits. »

Son Altesse Sheikha Mozah Bint Nasser Al Missned,
Présidente de la Fondation du Qatar pour l'éducation, la science et le développement communautaire

« Dans l'ensemble, on a surtout progressé sur l'enseignement primaire universel. Toutefois, les donateurs et les États doivent désormais se concentrer sur l'éducation des enfants vivant dans les États touchés par le conflit et fragiles. Ils représentent une très large part des 69 millions et la situation ne s'améliore pas. »

Jasmine Whitbread,
Directrice générale de Save the Children